

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021

Riposte aux pandémies : plus que jamais !





Burkina Faso.

Zongo Ambroise est le crieur public du village de Laye depuis 28 ans. Il informe la population du lancement de la campagne prophylactique saisonnière du Fonds mondial. Cette dernière est organisée pour réduire la prévalence du paludisme parmi les enfants de moins de 5 ans. Le pays fait partie des dix plus touchés par le paludisme au monde.

Directeur de la publication : Éric Fleutelot

Coordinateurs : Bruno Leprêtre, Mathilde Crochet

**Conception éditoriale et graphique, rédaction, réalisation
et fabrication :** ANIMAL  PENSANT

L'équipe remercie les équipes du département Santé d'Expertise France et les expert-es, les partenaires techniques et financiers ainsi que les porteurs-ses de projets qui ont pris part à l'élaboration de ce document.

Impression : ce document est imprimé sur papier recyclé par HandiPRINT, une entreprise adaptée dont 120 salarié-e-s sur 140 sont en situation de handicap.

Crédits photographiques : Couverture, P. 1 et P. 4 : J.B. Russell/Le Fonds mondial | P. 1 et P. 15 : Vincent Becker/Le Fonds mondial | P. 2 : Judith Litvine | P. 3 : Cecilia Nilsson/Charpentier/Expertise France | P. 6 : Georges Mérillon/Le Fonds mondial | P. 8 : Cecilia Nilsson/Charpentier/Expertise France | P. 11 : Pauline Pineau/Expertise France | P. 12 : Mamoudou Lamine Kane/Coalition PLUS | P. 16 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 20 : J.B. Russell/Le Fonds mondial | P. 21 : DR | P. 22 : REVS+ | P. 26 : Le Fonds mondial ; SCDI/Lê V/Le Fonds mondial | P. 28 : Vicent Isore/Sidaction | P. 29 : Saiba Sehmi/Le Fonds mondial | P. 30 : DGM | P. 31 : Élodie Chevallier/Institut Pasteur de Madagascar

sommaire



P. 2-3 Éditos

UNE ANNÉE DE LUTTE

P. 5-11 Retour sur **2021**

P. 12-14 **Sur le front** des pandémies

SE DONNER LES MOYENS DE LA LUTTE

P. 16-25 Un dispositif **à vocation
catalytique**

P. 26-31 Perspectives **2022**



P. 32-33 Bilan financier 2021

Dix ans de réponse aux besoins de terrain



STÉPHANIE SEYDOUX,
ambassadrice pour la santé
mondiale

Depuis sa création en 2011, L'Initiative a connu une véritable montée en puissance, opérationnelle, financière et humaine. Elle a déployé plus de 600 missions d'expertise et financé près de 150 projets, et sa forte complémentarité avec le Fonds mondial a permis de renforcer la cohérence des investissements français en santé mondiale.

Au-delà des chiffres, le succès principal de L'Initiative depuis dix ans est d'avoir su créer un riche écosystème d'acteurs francophones au service de la santé mondiale. En soutenant les acteurs de terrain, L'Initiative leur permet de se structurer et de pérenniser leurs actions.

Incontestablement, **la plus-value de L'Initiative est sa fine connaissance du terrain**, des populations cibles et des acteurs de la santé communautaire, échelon incontournable dans la lutte contre ces pandémies. **La pertinence et l'efficacité de L'Initiative sur le terrain nous sont régulièrement rapportées** par nos partenaires et par notre réseau diplomatique, en particulier les conseillers régionaux en santé mondiale. En outre, les analyses des experts de L'Initiative apportent un éclairage précieux sur les stratégies et les investissements à mettre en œuvre, que la France relaie avec soin au conseil d'administration du Fonds mondial.

L'Initiative s'engage en faveur d'une meilleure appropriation par les pays des enjeux des luttes et pour le renforcement des systèmes de santé. Ainsi, face aux fragilités constatées des systèmes de santé, depuis 2019, est déployée l'initiative pour la santé en Afrique. En réponse au retard constaté dans la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial dans six pays, le but est de faire le lien entre riposte aux pandémies et renforcement des systèmes de santé. Car **pour contribuer à éradiquer les pandémies, il faut encore améliorer l'impact des subventions du Fonds mondial**, et miser sur le renforcement des systèmes pour la santé, en matière de laboratoires, de ressources humaines, et de mobilisation de ressources domestiques.

Autant de sujets sur lesquels L'Initiative est disponible pour accompagner les pays dans la lutte contre les trois grandes pandémies, la préparation aux futures crises, et l'atteinte de la couverture santé universelle. ♦

Au service de l'objectif de développement durable n° 3

Alors qu'Expertise France renforce sa position au sein du dispositif français d'aide publique au développement, L'Initiative poursuit sa structuration et met en acte sur le terrain les ambitions de l'agence : contribuer à l'atteinte des Objectifs de développement durable.

JÉRÉMIE PELLET,
directeur général
d'Expertise France



Facilité mise en œuvre par Expertise France à la demande du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, L'Initiative est à l'image de la diversité de l'agence. Elle remplit tout à la fois les rôles de courtier de compétences, de bailleur de fonds à la recherche d'effets catalytiques, et de coordonnateur de l'appui de nos pays partenaires dans leurs efforts contre les pandémies de VIH/sida, tuberculose, paludisme et Covid-19.

En novembre 2021, pour marquer son dixième anniversaire, elle a réuni ses partenaires et de nombreux acteurs de la santé mondiale venus de France, d'Afrique et d'Asie. **L'engagement historique de L'Initiative aux côtés du Fonds mondial est reconnu** : elle est un acteur clé de l'équipe France mobilisée pour l'atteinte de l'objectif de développement durable « Bonne santé et bien-être » (ODD n° 3).

Plus ancien programme d'Expertise France, **L'Initiative a contribué à la croissance de l'agence**

dans un contexte où les efforts pour faire reculer les pandémies sont une priorité. En œuvrant pour le renforcement des systèmes de santé comme en soutenant celles et ceux qui ont le plus de difficultés à accéder aux services de santé, quelles qu'en soient les causes.

C'est aussi dans le fonctionnement et la composition de son comité de pilotage que L'Initiative trouve son originalité. Instance de gouvernance plurielle, ce dernier met autour de la table les représentants de ses ministères de tutelle (Affaires étrangères et Santé) comme ceux de l'AFD, des ONG françaises, de la recherche et de la Croix-Rouge française.

En affectant à L'Initiative une fraction de sa contribution au Fonds mondial, **la France démontre l'intérêt de conjuguer appuis multilatéraux et bilatéraux en matière de santé mondiale**. L'Initiative réalise cette ambition avec flexibilité, dans un champ où l'évolution des connaissances est constante, et dans des contextes géographiques pleins de défis. ♦

UNE ANNÉE DE lutte

Retour sur 2021 p. 5-11

Sur le front des pandémies p. 12-14

Dans un contexte inédit de nouvelle pandémie, L'Initiative a montré depuis deux ans sa capacité d'adaptation pour répondre aux nouveaux enjeux sanitaires tout en défendant la continuité des services. En 2021, elle a célébré ses dix ans d'action contre les pandémies tout en mettant en œuvre un nombre record de soutiens.



Remettre la lutte contre les trois pandémies sur les rails

2021, une nouvelle année de records pour notre activité. Malgré un contexte difficile pour travailler à l'international depuis 2020, notre action n'a jamais été interrompue, en dehors des suspensions liées aux restrictions locales. Le tout en opérant une transformation de l'activité pour lutter désormais contre quatre pandémies.

Le défi au cœur de cette année écoulée a été d'intégrer la riposte à la Covid-19 dans les dispositifs d'appui existants. De ce périmètre d'action qui s'élargit découlent des volumes de missions autorisées et des budgets engagés par L'Initiative plus élevés que jamais. En parallèle, le portefeuille de projets actifs – 65 projets en cours courant 2021 – continue de grandir car la crise ralentit le déroulement des activités et prolonge la durée des projets au-delà de leur programmation initiale. Enfin, L'Initiative a continué de se mobiliser pour accompagner les pays partenaires à obtenir et mettre en œuvre les financements du Fonds mondial dédiés à la Covid-19, sans délaisser la lutte contre les trois pandémies de VIH/sida, tuberculose et paludisme. Pour toutes ces raisons, L'Initiative atteint en 2021 un nouveau pic de son activité.

Ne rien céder à la nouvelle pandémie

Au-delà de cette croissance fortement liée à la conjoncture sanitaire internationale, L'Initiative a réaffirmé son soutien à des projets structurants, catalytiques et de long terme, complémentaires des activités du Fonds mondial sur le terrain. Ses principes d'action restent les mêmes qu'avant la crise : appropriation, alignement, renforcement de capacités, partenariat. C'est d'ailleurs visible dans son accompagnement de la riposte à la Covid-19 : un des enjeux au cœur des appuis est le renforcement élargi des aspects clés des systèmes de santé, y compris communautaires (*voir pages 12-13*).

En plus de ralentir les activités sur tous les fronts, la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 a pu altérer les progrès

des dernières années dans la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. La possibilité d'atteindre l'éradication de ces trois maladies d'ici 2030 s'éloigne.

Une action forte en faveur des populations vulnérables

Comme toute crise majeure, celle de la Covid-19 a renforcé les inégalités. C'est pourquoi L'Initiative a fait le choix d'accentuer son action en faveur

des populations vulnérables. À travers notre appel à projets annuel, l'objectif était bien d'encourager la construction de projets d'amélioration de l'accès à des services de santé de qualité pour les populations les plus vulnérables.

C'est aussi un angle affirmé dans le cadre de l'appel à projets de recherche opérationnelle. En 2021, il porte sur « l'amélioration de la prévention et de la prise en charge de la tuberculose auprès des populations les plus vulnérables tout en les impliquant dans la réponse ». Trois projets ont ainsi été retenus en 2021 pour une enveloppe globale de 3,7 millions d'euros. C'est la deuxième fois en quatre appels à projets dédiés à la recherche opérationnelle que L'Initiative choisit de cibler la tuberculose. C'est la marque de notre volonté de contribuer à accélérer le mouvement vers l'éradication de cette maladie.

Des besoins précis, des réponses adaptées

Autre type d'inégalité qui se matérialise particulièrement dans les différents champs de la santé : les inégalités de genre et les discriminations envers les minorités sexuelles ou de genre. La crise sanitaire et économique provoquée par la Covid-19 a exacerbé les inégalités de genre et les quelques avancées obtenues sur ce front ont été fortement remises en question : violences sexistes et sexuelles en hausse, accès aux soins des communautés LGBT restreint, droit à l'avortement remis en cause... Comme un rappel de l'importance de se former, de se doter d'outils et d'une grille de lecture pour tenir compte des besoins spécifiques des femmes

Tuberculose : poursuivre les dépistages

Santé communautaire au Laos et au Niger, recherche opérationnelle à Addis-Abeba en Éthiopie, stratégie nationale de l'implication des communautés et de la société civile au Burundi : ces appuis de L'Initiative engagés en 2021 démontrent son engagement en faveur de la recherche active de cas et de la qualité des soins pour la tuberculose.

Les cas notifiés ont fortement chuté au cours de la pandémie de Covid-19 et, selon l'OMS, deux millions de cas sont manquants. La baisse actuelle des diagnostics et des traitements serait de l'ordre de 23 % dans les neuf pays les plus touchés dont font partie l'Inde et l'Afrique du Sud. En effet, les restrictions mises en place face à la Covid-19 ont éloigné les populations des soins, limité les actions de santé sur le terrain, monopolisé les professionnels de santé et les installations médicales habituellement dédiées à la prise en charge de la tuberculose.





RÉCAP'

Genre : des objectifs atteints

La volonté stratégique de L'Initiative de voir le genre toujours mieux pris en compte dans les projets qu'elle finance s'inscrit de manière concrète dans les règlements de ses appels à projets. Les objectifs des projets sont analysés en fonction de leur prise en compte du genre* dès soumission. En 2021, l'approche genre a intégré la grille de notation des projets, devenant une vraie composante d'évaluation. L'Initiative accompagne ensuite les porteurs de projets présélectionnés pour qu'ils amendent éventuellement leur projet. Ainsi en 2021, 41 % des projets sélectionnés font du genre une composante du projet contre 28 % en 2020, et 24 % des projets l'ont intégré de manière transversale contre 17 % l'année précédente. L'objectif de 50 % de projets intégrant le genre est dépassé.

↑
Côte d'Ivoire. Brahim Koné de l'ONG Blademin mène un atelier de prévention des violences domestiques, sexistes et sexuelles.

et des minorités sexuelles et de genre dans nos pratiques (voir ci-contre).

Sur les questions de genre, L'Initiative a une approche engagée et pionnière. À ce titre, elle accompagne notamment les porteurs de projets, de la conception à l'évaluation du projet, pour les aider à mieux intégrer l'approche genre à toutes les étapes des projets. Elle cherche également à essaimer ses pratiques dans le secteur du développement. Parmi les outils disponibles sur ce sujet, le MOOC « Genre et développement » proposé par Expertise France, l'Agence française de développement et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Destiné à tous les professionnels du développement, il permet de promouvoir l'approche intégrée du

*L'Initiative analyse les projets en fonction du marqueur genre issu du Comité d'aide au développement de l'OCDE et destiné au recensement des activités d'un projet visant l'égalité entre les femmes et les hommes : 0 si le genre n'est pas pris en compte, 1 s'il est une composante du projet et 2 si son intégration transversale dans le projet est effective.

genre dans les pratiques et de les faire évoluer pour mieux lutter contre ces inégalités. ♦



Suivre le MOOC
« Genre et développement » :
bit.ly/AFD-mooc-genre

« Renforcer les **systemes de santé**, un enjeu majeur entre 2017 et 2021 »



ANTOINE PEIGNEY,
directeur du département
Santé d'Expertise France

Renforcement des systèmes de santé, lutte contre les maladies... le département Santé a mis en œuvre sur le terrain les grands engagements français pour la période 2017-2021. Son directeur, **Antoine Peigney**, dresse le bilan.

Comment Expertise France a-t-elle contribué à atteindre les objectifs fixés par la stratégie 2017-2021 ?

Le renforcement des systèmes de santé a représenté un enjeu majeur des projets portés par le département Santé sur la période 2017-2021. C'est en effet sur cet axe de la stratégie française que se concentre prioritairement la demande des pays et des bailleurs de fonds. De nouveaux projets ont également vu le jour pour promouvoir la santé maternelle, infantile, sexuelle et reproductive, en particulier

dans les pays du Sahel. Enfin, la riposte à la crise de la Covid-19 a fait l'objet d'un engagement fort de la part d'Expertise France pour faire face à ce défi pour la sécurité sanitaire mondiale.

Quel rôle L'Initiative a-t-elle joué dans ces activités ?

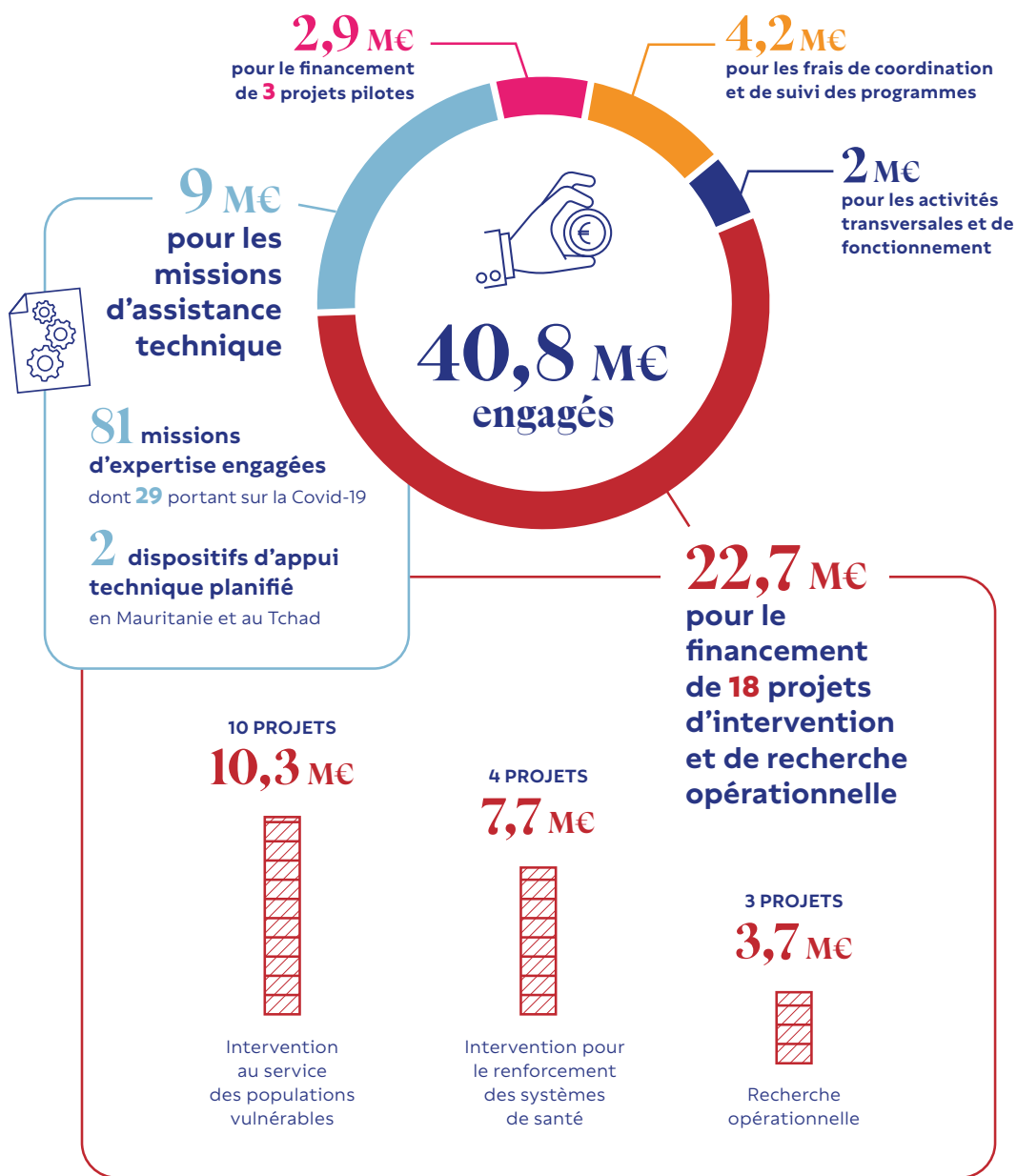
L'Initiative est un dispositif essentiel en matière d'assistance technique. Grâce à elle, Expertise France a pu atteindre ses objectifs de renforcement des systèmes de santé. Par son soutien à la recherche opérationnelle, elle a également promu des stratégies innovantes pour améliorer l'accès aux soins et la prise en charge précoce de cancers liés aux papillomavirus chez les

personnes vivant avec le VIH. Enfin, face à la Covid-19, L'Initiative a permis à une trentaine de pays d'obtenir plus de 750 millions d'euros de subventions supplémentaires du Fonds mondial.

Quel est selon vous l'axe d'amélioration de la coopération technique en santé ?

La qualité de nos interventions se joue sur la qualité des expertises que nous mobilisons. Expertise France s'est engagée conventionnellement avec plusieurs opérateurs publics français durant les quatre dernières années. L'objectif : faciliter l'accès de nos partenaires à ses expertises françaises de haut niveau. ♦

Engagements records pour lutter contre **quatre** **pandémies**



L'Initiative :

dix ans d'engagement

pour la santé mondiale

Depuis sa création, L'Initiative s'est imposée comme un mécanisme clé de la stratégie de la France dans la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Le 18 novembre 2021, elle fêtait ses dix ans. L'occasion de réunir experts et partenaires, de se retourner sur son évolution, ses réalisations, et d'envisager les défis à venir.

Premier constat, fait par Stéphanie Tchiombiano, première coordinatrice de L'Initiative: « *En dix ans, L'Initiative est devenue un acteur central de l'écosystème du Fonds mondial et de la santé mondiale.* » Au sein du département santé d'Expertise France, elle va plus loin que sa contribution technique à la lutte contre les pandémies et au renforcement des systèmes pour la santé. Selon Jérémie Pellet, « *en alliant assistance technique, financement de projets et prise de risques, L'Initiative se trouve dans le dernier kilomètre aux côtés des populations vulnérables.* » Une approche transversale encouragée par sa montée en puissance opérationnelle, financière et humaine à la demande de ses tutelles.

2000 personnes
ont regardé le webinaire
des dix ans depuis
45 pays

œuvre et le suivi des subventions du Fonds mondial. En dix ans, elle a confirmé l'importance de son mandat à l'articulation des efforts multilatéral et bilatéral. Le président du conseil d'administration du Fonds mondial Donald Kaberuka a salué le succès de cette approche, reconnaissant que « *le Fonds mondial a largement bénéficié de l'expertise et des compétences de la France à travers L'Initiative.* » Forte d'un pilotage innovant (voir page 24), L'Initiative nourrit d'informations remontées du terrain les positions portées par la France au conseil d'administration du Fonds mondial, comme l'a rappelé l'ambassadrice Stéphanie Seydoux.

Un dispositif essentiel

À sa création, L'Initiative avait une mission : appuyer les pays dans la conception, la mise en

Dix ans de projets

Les partenaires de L'Initiative lui reconnaissent d'avoir su défendre au fil des années une certaine approche du sur-mesure, s'adaptant aux projets et faisant progressivement évoluer ses modalités



Grâce au soutien de L'Initiative, « *Saving the Future* » fut en 2015 le premier projet à se focaliser sur la prévention des risques liés au VIH/sida auprès des jeunes usagers de drogue au Viêt Nam.

DR OANH KHUAT THI HAI,

directrice exécutive du centre de soutien aux initiatives de développement communautaire (SCDI) au Viêt Nam.

d'intervention. « *Notre partenariat a permis de promouvoir une approche très communautaire, fondée sur les droits humains* », a ainsi expliqué Stéphanie Baux, de Médecins du monde. En parallèle, L'Initiative soutient l'innovation, notamment la recherche opérationnelle qui « *fait le lien entre les avancées de la recherche et leur application sur le terrain* », comme l'a exposé Veronica Nosedá, référente sur le sujet.

Dix ans d'expertise

Plus qu'un intermédiaire, L'Initiative est avant tout un dispositif accompagnateur. Elle cherche à faire évoluer les politiques et à les inscrire durablement dans les pratiques de santé publique. « *Nous aidons les pays à articuler les interventions du Fonds mondial avec les stratégies nationales* », a observé la D^r Marie-Josée Mbuzenakamwe, experte en santé. Sur le terrain, L'Initiative a une mission d'assistance technique, indispensable pour garantir la pérennité des projets. Une conviction partagée notamment par la D^r Lisa Huang d'Expertise France : « *Le renforcement des systèmes de santé, c'est le cœur de nos métiers.* » ♦



Conférence ICASA 2019.

Intervention d'une membre du réseau Grandir Ensemble né du programme Grandir de Sidaction appuyé de 2006 à 2017 par L'Initiative en faveur de la prise en charge des enfants vivant avec le VIH.



L'Initiative montre qu'on peut articuler action multilatérale et assistance technique bilatérale dans un contexte multipartenarial.

JOAN VALADOU,

sous-directeur du Développement humain au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Deux ans face à la Covid-19

Depuis 2020, notre équipe est mobilisée pour appuyer nos partenaires face aux conséquences de la nouvelle pandémie. Nos dispositifs opérationnels ont été adaptés d'abord pour assurer la continuité des activités d'assistance technique et des projets mis en œuvre, puis pour intégrer la riposte à la Covid-19 dans nos dispositifs.

L'Initiative a des objectifs clairs face à la nouvelle pandémie: accompagner le contrôle et l'endigement de la Covid-19 et atténuer l'impact de la nouvelle pandémie sur les programmes de lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose, et en intensifiant son soutien aux systèmes de santé pour assurer la continuité des services.

Réorienter efficacement les financements

À l'instar du Fonds mondial, dès mars 2020, L'Initiative a accompagné les porteurs de projets bénéficiaires de ses financements à intégrer la riposte à la Covid-19 à leurs projets. Elle leur a encore permis de reprogrammer leurs activités à hauteur de 10 % des budgets et des financements additionnels ont été alloués – allant jusqu'à 15 % du budget initial du projet – pour inclure des activités de riposte à la Covid-19 dans les projets. En 2020 et 2021, 27 projets ont bénéficié de reprogrammations et/ou de financements additionnels.

Appuyer les pays partenaires à financer la lutte contre la Covid-19

29 pays ont sollicité L'Initiative pour les appuyer à formuler leur demande pour bénéficier des financements du Fonds mondial dédiés à la riposte à la Covid-19 via le dispositif de financement et de reprogrammation exceptionnel (Covid-19 Response Mechanism ou C19RM). Ce mécanisme a mis l'accent sur l'importance de la participation des partenaires et des communautés. Un volet sur lequel L'Initiative est très engagée et appuie les pays depuis maintenant dix ans, notamment en faisant confiance à des experts en santé communautaire.

Au total, 2,6 millions d'euros ont été engagés sous forme d'assistance technique pour ces demandes C19RM en 2021 et ont permis aux pays d'accéder à plus de 750 millions d'euros de subventions. Les pays du Grand Sahel et du golfe de Guinée sont les principaux bénéficiaires de ces missions d'expertise. ♦



En septembre 2021, la Covid-19 est entrée au centre. La priorité a été de tous nous protéger, équipe et patients. Nous avons activé le plan d'urgence, dépisté les cas contacts, organisé le confinement à domicile, fermé et désinfecté le centre. En 72 heures, 215 patients sur 236 ont reçu un kit d'antirétroviraux pour 15 jours. Sur 13 personnes touchées, dont 1 patient, il n'y a eu ni cas grave ni décès. En collaboration avec le district sanitaire, l'équipe a depuis été vaccinée.

↑
Mauritanie. Dès 2020, l'ONG SOS Pairs éducateurs a poursuivi la lutte contre le VIH/sida en contexte de pandémie de Covid-19, en formant par exemple des agents de santé communautaire au dépistage du VIH/sida.

 **En 2020**

934 003 €
 pour 6 programmes pilotes conduits par l'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales (ANRS)

3,4 M€
 pour 27 projets soutenus en reprogrammation ou financements additionnels

364 000 €
 pour 13 missions d'assistance technique

En 2021 engagés en assistance technique en appui au dispositif C19RM

 **29** missions d'assistance technique

 **2 809** jours d'expertise

 **104** expert·es

Bilan de **l'année 2** de la pandémie de **Covid-19**



Nous avons commencé à mesurer l'impact considérable de la nouvelle pandémie sur les systèmes de santé, la prévention et l'accès aux soins en matière de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Si 2021 a encore une fois été une année difficile, elle a néanmoins été marquée par une meilleure connaissance de la Covid-19, la mise à disposition d'outils de riposte et de fonds additionnels exceptionnels.

Nos appuis au C19RM du Fonds mondial ont été majeurs en Afrique, notamment au Cameroun, en Centrafrique, au Congo et en République démocratique du Congo. Malgré l'urgence, les contraintes de déplacement et les vagues épidémiques, nous avons travaillé de manière inclusive avec les pays, les expert-es et les organisations de la société civile. Nos appuis ont mis en avant l'importance des systèmes communautaires et permis de commencer des activités de lutte contre les violations des droits d'accès à la santé des populations vulnérables. Au Burundi, les équipes mobilisées sur la subvention « Renforcement des systèmes de santé » ont appuyé une proposition complémentaire de renforcement du système communautaire portant

une attention particulière à la levée des barrières liées au genre et aux droits humains.

Dans la région du Grand Mékong, nos partenaires historiques y ont fait preuve d'une résilience remarquable. Les restrictions très strictes et les vagues de variants de Covid-19 ont constitué des défis majeurs pour les programmes de lutte contre les trois pandémies, le tout dans

un contexte de ralentissement économique et de forte augmentation des inégalités. En raison des retards de mise en œuvre, des difficultés à se réunir et de la mobilisation du personnel de santé sur la Covid-19, nous avons rapidement introduit des

mesures de flexibilité dans nos appuis et facilité de nouvelles approches comme la formation à distance ou les consultations sans contact avec dépistage par autotest supervisé. Enfin, les agents de santé communautaire, ayant souvent un accès direct et privilégié aux habitants des villages éloignés, ont à nouveau mis en évidence le caractère crucial de leur travail, bien au-delà des objectifs d'élimination du paludisme dans la sous-région. ♦

90 % de nos appuis au C19RM ont bénéficié à nos partenaires en Afrique en 2021: 34 % au Grand Sahel et 27 % autour du golfe de Guinée.

ADELINE LAUTISSIER,
coordinatrice géographique

SE DONNER LES MOYENS DE LA lutte

Un dispositif à vocation catalytique **p. 16-25**

Perspectives 2022 **p. 26-31**

Depuis plus de dix ans, L'Initiative a su s'imposer comme un mécanisme clé de la lutte contre les pandémies. Par ses différents appuis, elle accompagne les acteurs en santé au plus près de leurs besoins et sur le terrain pour garantir l'efficacité des subventions du Fonds mondial. Avec toujours pour but d'éradiquer les pandémies et de renforcer les systèmes pour la santé.



Des appuis uniques pour renforcer les systèmes de santé

S'inscrire dans le temps long est indispensable pour contribuer durablement à la lutte contre les pandémies. C'est pourquoi nous avons enrichi notre palette d'outils historique de deux dispositifs singuliers : l'assistance technique planifiée et le Canal Pilotes. Leur but : offrir des appuis de moyen et long terme aux systèmes de santé.

Depuis 2011, L'Initiative met à disposition de ses bénéficiaires une expertise technique pour augmenter l'efficacité des subventions du Fonds mondial. Pour répondre au mieux aux besoins des bénéficiaires, elle a enrichi ses modalités d'action. Assistance technique planifiée et soutien à des projets pilotes répondent de manière différente à un objectif commun : fournir un accompagnement durable et sur mesure aux pays. Décryptage de ces deux dispositifs de long terme pour renforcer les capacités des bénéficiaires du Fonds mondial.

L'assistance technique planifiée : un soutien au plus près des pays

Destinée aux pays prioritaires de l'aide publique au développement de la France, l'assistance technique planifiée appuie la mise en œuvre et

le suivi des subventions du Fonds mondial. En réponse à la demande des pays, elle fournit un accompagnement durable en mobilisant un ou plusieurs experts résidents. Première étape du dispositif : établir une planification stratégique des besoins pour la durée d'une subvention du Fonds mondial par exemple. En fonction de celle-ci est mis en place un appui structurel adapté, combinant assistance résidentielle et ponctuelle. Enfin, des échanges réguliers entre les services bénéficiaires et l'expert permettent de s'assurer de l'acquisition concrète des compétences. Après le Tchad et la Mauritanie, le dispositif a été déployé au Niger, où il tient compte de la spécificité du contexte sahélien.

Innover contre les pandémies

Mode d'action flexible, le Canal Pilotes finance des projets novateurs pour répondre à des



Côte d'Ivoire. Grâce au projet de recherche opérationnelle REACT mené par l'IRD, des cas de fièvre ont été détectés précocement et des antipaludiques ont été distribués aux malades.



La condition du financement du Fonds mondial au Tchad était la mobilisation d'une assistance technique à long terme. L'expertise fournie par L'Initiative permet au ministère de gérer efficacement et durablement les subventions du Fonds mondial.

DR STÉPHANE D'ALMEIDA, expert sur le dispositif technique de long terme auprès du ministère de la Santé du Tchad pour Expertise France

enjeux stratégiques, liés aux évolutions des priorités des pays, du Fonds mondial et de la France.

Il offre un dispositif complémentaire à l'assistance technique planifiée en s'adaptant aux besoins d'innovation. C'est notamment grâce au Canal Pilotes qu'a été mise en œuvre l'Initiative pour la santé en Afrique (IPSA), un projet ambitieux pour renforcer la gouvernance des systèmes de santé. Depuis sa création en 2019, le Canal Pilotes a soutenu dix projets et servi plus de cent institutions en Afrique subsaharienne. ♦



Pour en savoir plus sur l'assistance technique planifiée: l'exemple de la Mauritanie

bit.ly/actu-DATP-Mauritanie

Mutualiser les compétences techniques

L'Initiative s'est associée au Fonds mondial et à ses homologues allemand (GIZ/BACKUP) et britannique (FCDO) pour lancer une initiative conjointe de renforcement des systèmes de santé. L'objectif : développer les capacités techniques, programmatiques et opérationnelles des acteurs nationaux grâce à des formations. Six formations régionales et trente ateliers adaptés aux spécificités des pays sont organisés pour permettre un transfert de compétences pérenne.

17 projets

sélectionnés en 2021

Permettre à des acteurs de la lutte contre les pandémies dans les pays éligibles de concrétiser leurs projets ou de les déployer à grande échelle, tel est l'objectif des appels à projets mis en place par L'Initiative. À travers ces financements, L'Initiative soutient et favorise l'évolution des pratiques et des politiques de santé publique, dans le respect de chaque contexte et des besoins des multiples parties prenantes (société civile, instituts de recherche et universités, programmes nationaux, ministères de la santé, etc.).

Renforcement des systèmes pour la santé

1 PODI-F+ Coopérative de femmes et point de distribution

Porteur de projet: Centre humanitaire des métiers de la pharmacie (CHMP)

Partenaires: 3ASC, CAMEG, DPML

Financement: 855300 €

2 Health Systems Strengthening Practices through Ghana's Community Scorecard

Porteur de projet: Ghana Health Service (GHS)

Partenaires: ALMA, HFFG, AMMRN, CHAG

Financement: 2830258 €

3 Dépistage anténatal intégré des infections par le VIH, la syphilis et le virus de l'hépatite B (VHB) chez la femme enceinte au Burkina Faso et en Gambie

Porteur de projet: IRD

Partenaires: Centre MURAZ/ Institut national de la santé publique, REVS PLUS, Young Gambian Mums Fund, MRC The Gambia Unit, Institut Pasteur, National AIDS Control Program

Financement: 1596213 €

4 PASSERELLES — Programme d'appui à l'intégration des services de santé sexuelle et reproductive pour le renforcement de la lutte contre le VIH/sida, la TB, le paludisme et leurs co-infections selon une approche genre

Porteur de projet: Santé Sud

Partenaires: SOS Pairs Educateurs

Durée: 36 mois

Financement: 2483000 €

Populations vulnérables

5 Améliorer l'accès à la prévention et aux soins liés au VIH pour les populations les plus exclues de la réponse nationale

Porteur de projet:

Centro de orientación e investigación integral

Partenaires: CIMUDIS

Financement: 1555127 €

6 Proximité Plus

Porteur de projet: Alternatives Cameroun

Partenaires: Affirmative Action

Financement: 1241000 €

7 TB_PEC@2.0: Faire progresser les résultats de la TB pédiatrique chez les enfants vulnérables, déplacés internes et les zones de conflits dans 19 districts de santé au Cameroun

Porteur de projet: For Impacts in Social Health (FIS)

Partenaires: ministère de la Santé publique, CCM, PNLT, ONG FESADE, Reach Out, Réseaux des OSC RESAEC, Save the Children

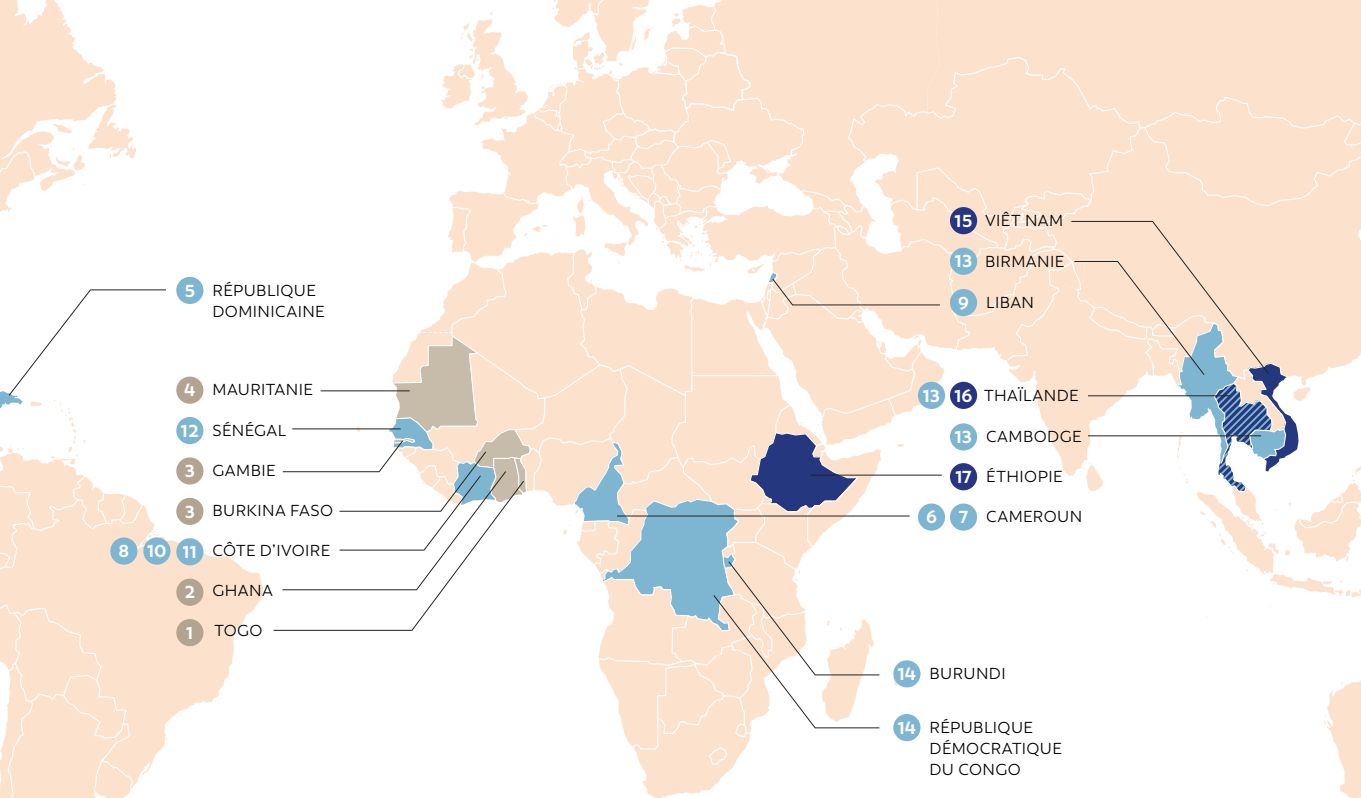
Financement: 703020 €

8 Projet de renforcement de l'accès des services VIH et en santé reproductive aux adolescent·es et jeunes infecté·es et populations vulnérables des régions Centre et Nord de la Côte d'Ivoire, « PRESERV »

Porteur de projet: Centre solidarité action sociale (Centre SAS)

Partenaires: ARN, FEE, RSB, EPE, SAVCOM

Financement: 982870 €



9 Passerelle pour une meilleure santé — Améliorer l'accès aux soins de santé pour les populations vulnérables au Liban

Porteur de projet : Soins infirmiers et développement communautaire (SIDC)
Partenaires : DAA, AJEM, SALAMA
Financement : 896270 €

10 Réduction de la vulnérabilité sanitaire des personnes trans en Côte d'Ivoire (REVIU-Trans)

Porteur de projet : ENDA Santé Côte d'Ivoire
Partenaires : Transgenre et Droits, ONG DADI, Fondygender CI, QET Inclusion, ONG KATIA
Financement : 900000 €

11 Amélioration de la santé sexuelle et reproductive et des droits connexes des TS (femmes et trans) en RCI dans une démarche de renforcement du pouvoir d'agir

Porteur de projet : SOLTHIS
Partenaires : Bléty, PAC-CI
Financement : 878318 €

12 Assurer le continuum de soins aux populations vulnérables (PV) pour un accès équitable à des services de qualité dans un contexte Covid et post-Covid

Porteur de projet : Centre régional de recherche et de formation à la prise en charge clinique de Fann (CRCF)
Partenaires : ANCS, SSD
Financement : 1048187 €

13 The Migrant Fund (M-FUND): a low-cost, not-for-profit health insurance for migrants in the Greater Mekong Subregion

Porteur de projet : Dreamlopmnts
Partenaires : Réseau des hôpitaux et cliniques partenaires du M-Fund
Financement : 1199319 €

14 Agir pour la santé sexuelle des jeunes et des femmes vivant avec le VIH

Porteur de projet : Sidaction
Partenaires : SOS Sida, ANSS, SWAA Burundi
Financement : 987487 €

Recherche opérationnelle : lutte contre la tuberculose, répondre aux besoins des populations vulnérables et les impliquer dans la réponse

15 Towards tuberculosis elimination among people who inject drugs: Evaluation of a community-based intervention in Vietnam

Porteur de projet : Hai Phong University of Medicine and Pharmacy
Partenaires : UMR 1058/PCCCI, SCDI
Financement : 1089851 €

16 Implementation of a new Strategic TB Case-Finding, Treatment and Prevention Public Health Pack in Thailand

Porteur de projet : IRD
Partenaires : Ministry of Public Health, TB/HIV Research Foundation, London School of Hygiene and Tropical Medicine, World Vision Foundation Thailand
Financement : 1429629 €

17 Reaching the Unreached Addis Ababa Population Towards Finding and Treating All to End TB

Porteur de projet : Armauer Hansen Research Institute (AHRI)
Partenaires : APOPO VZW, Addis Ababa City Administration Health Bureau
Financement : 1263063 €

Faire évoluer les politiques publiques **grâce à la recherche**

D'exceptionnels progrès scientifiques et médicaux ont jalonné la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme ces vingt dernières années. Néanmoins, la question de l'accès à ces avancées et de leur traduction en politiques publiques demeure fondamentale.

Prouver qu'une intervention augmente sensiblement le nombre de diagnostics précoces de la tuberculose infantile ou l'accès des femmes enceintes et des enfants à l'arsenal préventif et thérapeutique antipaludique est crucial pour la mettre en œuvre à plus grande échelle. C'est pourquoi, depuis 2018, L'Initiative lance chaque année un appel à projets dédié à la recherche opérationnelle. L'objectif : financer des programmes de recherche qui feront évoluer les pratiques et les politiques de santé.

Mettre les stratégies à l'épreuve du terrain

Penser les programmes de recherche en fonction de leur impact en santé publique, c'est tout l'enjeu de la recherche opérationnelle. Les équipes engagées dans ces protocoles mettent tout en œuvre pour prouver la pertinence et la faisabilité des projets de santé innovants, en tenant compte du contexte. Les recherches précèdent parfois les recommandations internationales sur un enjeu

et contribuent alors à faire bouger les lignes au niveau des grandes institutions normatives comme l'Organisation mondiale de la santé. Lorsqu'elles interviennent plus tard, les pays peuvent s'en nourrir pour appliquer ces stratégies internationales dans leur politique nationale ou dans leurs pratiques.

Favoriser le passage à échelle

En 2021, l'appel à projets a ciblé la tuberculose, cherchant à répondre aux besoins des populations vulnérables et à les impliquer dans la riposte. Les projets soutenus visent notamment les personnes les plus exposées à la maladie et éloignées des soins, comme les usagers de drogue au Viêt Nam ou les populations des bidonvilles en Éthiopie. Dans toutes ces recherches, la question du passage à l'échelle demeure centrale : pour faciliter la traduction des résultats de recherches en politiques de santé, il est urgent de promouvoir le transfert des connaissances vers les pouvoirs publics. Une démarche que L'Initiative inscrit progressivement au sein de tous les projets financés. ♦



Burkina Faso.
Des travailleurs
communautaires
administrent des traitements
prophylactiques contre
le paludisme aux enfants de
moins de 5 ans dans le district
de Ziniaré dans le cadre d'une
campagne financée par
le Fonds mondial.

PROJET

Renforcer les stratégies de prévention du paludisme infantile



En s'appuyant sur la stratégie existante, bien établie et financée qu'est la CPS, le projet démontre sa durabilité et son efficacité. Afin de faciliter un passage à l'échelle, ce projet est mis en œuvre en partenariat avec les acteurs du système de santé, à savoir le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) et le district sanitaire de Nanoro. En cas de résultats prometteurs, le PNLN prendra le leadership du plaidoyer auprès de ses partenaires financiers et techniques sur la nécessité de revoir la politique nationale pour adopter et étendre cette stratégie au niveau national.

PAUL SONDO, investigateur principal de l'étude en cours au Burkina Faso

Avec le soutien de L'Initiative, l'Institut de recherche en sciences de la santé (IRSS) du Burkina Faso conduit actuellement un projet de recherche opérationnelle visant à prévenir le paludisme saisonnier chez les enfants de moins de 5 ans.

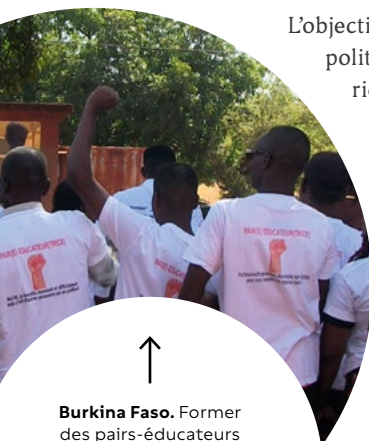
Malgré un bon taux de couverture de la chimioprophylaxie du paludisme saisonnier (CPS), la mortalité infantile reste élevée dans certaines zones rurales du Burkina Faso. Pour la réduire, l'IRSS propose de dépister et traiter toutes les personnes qui partagent l'habitat des enfants prenant un traitement préventif. Par cette approche innovante, les chercheurs espèrent réduire le « réservoir » parasitaire, diminuer les possibilités de réinfection des vecteurs et des enfants, et briser ainsi le cycle de transmission, tout en augmentant l'efficacité de la CPS. Si cette stratégie fait ses preuves d'ici 2023, ses résultats seront communiqués aux autorités publiques de santé pour la déployer à plus grande échelle auprès des populations vulnérables.

Faire entendre **les voix** **qui comptent**

Lien fondamental entre les structures de santé et les populations, notamment les plus marginalisées, les acteurs communautaires sont des partenaires clés dans la lutte contre les trois pandémies. L'Initiative cherche à les renforcer et à leur offrir des espaces de prise de parole.

La volonté de soutenir la parole et l'action communautaires illustre un changement de paradigme : passer de la simple représentation ou consultation des populations clés à leur participation effective par exemple aux instances de coordination nationales des subventions du Fonds mondial.

L'objectif est également d'inspirer les politiques de santé, grâce à l'expérience des organisations à base communautaire. C'est pourquoi L'Initiative encourage les stratégies combinées, qui intègrent la question des droits humains et améliorent l'accès des populations vulnérables aux services de santé. Cette volonté se traduit à travers les activités menées dans le cadre de plusieurs projets : renforcement de capacités communautaires, formation de parajuristes, observatoire des droits humains...



Burkina Faso. Former des pairs-éducateurs comme le fait le projet Riposte, c'est inclure les groupes les plus exposés, aussi appelés « populations clés », dans la lutte contre le VIH/sida.

Les acteurs communautaires, figures incontournables du plaidoyer

Pour renforcer la voix des communautés, L'Initiative valorise la composante « plaidoyer » notamment *via* son Canal Projets et ses appuis techniques. L'enjeu : accompagner une approche plus qualitative du plaidoyer pour que les acteurs communautaires pèsent sur les décisions qui les concernent. Les projets peuvent maintenant inclure la structuration et la capitalisation du plaidoyer ou encore la protection des plaideurs (avocats, soins, mises à l'abri). Enfin, pour renforcer leurs capacités à se positionner en véritable acteur de la santé publique, nos partenaires peuvent faire une demande d'assistance technique *via* le Canal Expertises. Ces appuis leur donnent alors des clés pour construire leur plaidoyer comme pour assurer la redevabilité vis-à-vis des communautés. ♦



Pour en savoir plus

Lire l'évaluation transversale de sept projets financés par L'Initiative sur la thématique « Populations marginalisées » : bit.ly/evaluation-transversale-marginalisees

RIPOSTE :

la voix des populations clés


Pour appuyer les acteurs communautaires, l'association Responsabilité Espoir Vie Solidarité PLUS (REVS+) s'appuie sur des « riposteurs », comme **Ismael Cisse**. Celui-ci accompagne pairs éducateurs et éducatrices, parajuristes et représentants des populations clés au CCM du Burkina Faso dans la construction de leur plaidoyer.

Lutter contre le VIH en Afrique francophone reste une priorité, malgré les progrès réalisés ces dernières années. Pour un réel impact, il faut impliquer les populations clés, les plus touchées. C'est l'objectif du projet RIPOSTE, porté par REVS+ : il vise le déploiement à grande échelle de stratégies communautaires. Pour cela, il forme au plaidoyer les représentants des populations clés (RPC) de quatre pays (Burkina Faso, Burundi, Mali, Maurice). Grâce au renforcement de capacités, les acteurs communautaires structurent leur contribution à l'instance de coordination nationale (ou en anglais *Country Coordinating Mechanism – CCM*). Ismael Cisse revient sur ces appuis entre organisations à base communautaire et sur l'importance du plaidoyer.

Comment RIPOSTE aide-t-il les acteurs communautaires à structurer leur plaidoyer?

Avant RIPOSTE, leaders et représentants des populations clés siégeaient déjà dans les CCM. Mais leur contribution n'était pas toujours effective. Manquant de connaissances sur les procédures du Fonds mondial et confrontés à des contextes hostiles, ils voyaient leur rôle limité à une caution.

L'intervention de RIPOSTE a renforcé les capacités de ces acteurs et consolidé leur plaidoyer. L'appui technique que nous fournissons assure la bonne représentativité des populations clés et la qualité de leur contribution.



ISMAEL CISSE,
riposteur à REVS+,
chargé de mobilisation
communautaire
et représentant des
populations clés au
CCM du Burkina Faso

Quels sont les principaux succès de RIPOSTE selon vous?

Depuis le lancement du projet, plus de 30 ateliers de renforcement de compétences et 37 webinaires ont été organisés pour les acteurs communautaires. Au-delà de cette mobilisation, l'expertise fournie a structuré les prises de parole. Plusieurs propositions des populations clés ont ainsi été intégrées à la demande de subvention du Burkina Faso. Il s'agit maintenant d'étendre la démarche à d'autres pays. ♦



À voir:

youtu.be/TiMKlaOlZmY

Une **gouvernance plurielle** au service des projets

Incarnée par un comité de pilotage multi-acteurs, la gouvernance de L'Initiative reflète la dimension plurielle propre à l'écosystème de la santé mondiale. **Bertrand de Seissan**, chef de pôle au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et président du comité, souligne la richesse de ce dispositif transversal.

Un comité de pilotage

Conduit par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le comité de pilotage de L'Initiative étudie et émet un avis sur les demandes d'assistance technique. En cas d'avis favorable, il valide les budgets. Il rassemble, de manière assez inédite dans l'écosystème de l'aide au développement, des représentants du ministère des Solidarités et de la Santé, de l'Agence française de développement (AFD), de la Croix-Rouge française et des acteurs de la société civile, ainsi que l'ambassadrice pour la santé mondiale, Stéphanie Seydoux.

Quel est l'intérêt de la gouvernance singulière de L'Initiative ?

Au sein de la gouvernance de L'Initiative s'expriment des voix issues d'horizons très différents. Les avis divergent parfois, mais la décision finale est toujours le fruit d'un équilibre reposant sur la complémentarité des points de vue et des expertises. Ce pilotage original permet de construire une approche complète des projets, adaptée à leurs contextes.

Quelle mission le comité de pilotage assure-t-il ?

Réuni une fois par mois, le comité de pilotage définit les orientations stratégiques de L'Initiative, émet un avis sur

la pertinence des assistances techniques et des projets qui lui sont soumis et suit leur déploiement. Grâce à un dialogue permanent, L'Initiative améliore les projets tout au long de leur cycle de vie.

Quel rôle le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères joue-t-il dans ce dispositif ?

Le ministère assure la tutelle de L'Initiative. À ce titre, il pilote le dispositif pour qu'il contribue aux objectifs prioritaires de la stratégie de la France en santé mondiale. Il apporte également un réseau de conseillers régionaux en santé mondiale. Ceux-ci jouent un rôle majeur sur le terrain pour renforcer les synergies et suivre les pays dans leur riposte aux pandémies. ♦

Toujours améliorer **nos appuis** grâce **au suivi-évaluation**

Afin de renforcer sans cesse la qualité de ses interventions et de son appui, L'Initiative a fait évoluer son dispositif de suivi-évaluation et de capitalisation. Il mesure l'impact de nos actions et nous permet d'en tirer des enseignements pour progresser collectivement.

Depuis 2020, les enjeux de suivi-évaluation font partie intégrante de la stratégie de L'Initiative. L'objectif de cette montée en puissance est double : rendre des comptes à sa tutelle comme à ses partenaires et apprendre de ses interventions pour mieux les piloter. Concrétisant cette ambition, L'Initiative a mis en place en 2020 ses premiers indicateurs de performance. Ils visent à mesurer les résultats de ses actions sur la santé mondiale, sur les acteurs en santé et sur le pilotage français du Fonds mondial.

Un outil au service de l'amélioration de l'action

Mieux connaître l'impact des interventions grâce à un travail de suivi, d'évaluation et d'apprentissage solide, c'est disposer d'un outil fiable d'aide au pilotage stratégique et opérationnel. Cela contribue à l'amélioration de la qualité des projets. Évaluations systématiques de projets, évaluations transversales, analyses des indicateurs ou démarches de capitalisation, toutes les connaissances produites sont autant d'occasions d'apprentissage, pour L'Initiative comme ses partenaires et ses porteurs de projets. ♦



Pour accompagner la montée en puissance du suivi-évaluation de son action, L'Initiative s'est engagée dans une démarche d'apprentissage.

Grâce au nombre croissant d'évaluations et de démarches de capitalisation, nous apprenons de nos expériences et tirons des enseignements des projets et assistances techniques soutenues. L'enjeu : valoriser ces savoir-faire auprès des porteurs de projets et des acteurs du secteur.

LAETITIA DREAN, coordinatrice
Suivi-évaluation, redevabilité et apprentissage



Lire les notes d'orientation

- Appui à l'accès aux financements du Fonds mondial : quelles leçons tirer ? bit.ly/policy-brief-acces-financements-FM
- Le vaccin contre le paludisme : une avancée porteuse d'espoir, pas une solution miracle bit.ly/vaccin-paludisme-espoir
- Améliorer l'accès aux services de santé des populations vulnérables et/ou marginalisées, notamment en les impliquant mieux et plus dans tous les programmes : six apprentissages bit.ly/ameliorer-acces-populations-vulnerables

« **L'Initiative** est fondamentale dans **la nouvelle stratégie** du Fonds mondial »



FRANÇOISE VANNI,
directrice des relations
extérieures du Fonds
mondial

Quelle est la nature du lien entre le Fonds mondial et L'Initiative?

L'Initiative est un partenaire clé du Fonds mondial dans la lutte contre les trois pandémies. Elle apporte un appui décisif au renforcement des capacités des États et de leurs communautés en les accompagnant dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des financements alloués par le Fonds mondial.

Depuis dix ans, L'Initiative a su tisser des liens de confiance avec les équipes du secrétariat du Fonds mondial, notamment au titre de sa place dans l'écosystème de la santé mondiale et de l'équipe France (voir pages 18-19).

Françoise Vanni évoque les liens qui unissent les deux organisations et détaille les objectifs de la stratégie 2023-2028 du Fonds mondial.

Notre partenariat n'a fait que se renforcer au fil des années depuis la création de L'Initiative en 2011. Il est aujourd'hui solidement établi et nos stratégies sont durablement alignées sur des objectifs communs.

L'Initiative a ainsi joué un rôle décisif lors de la crise sanitaire en permettant aux pays d'Afrique centrale et de l'Ouest de formuler, dans des délais rapides, des requêtes de financements additionnels dans le cadre de la riposte à la Covid-19.

Qu'attendez-vous de la 7^e Conférence de reconstitution des ressources qui sera accueillie par les États-Unis fin 2022?

La lutte contre les trois maladies a pâti considérablement de l'impact de la Covid-19. Nous n'avons plus le choix : soit nous augmentons le financement de la riposte aux pandémies, soit nous abandonnons tout espoir d'atteindre la troisième cible de l'objectif de développement durable n° 3 qui vise la fin des pandémies d'ici 2030.



« Mon but est d'aider le plus de personnes dans la communauté ». Nhin Kpă est un agent de santé communautaire depuis 2019 dans une région éloignée du Viêt Nam où le paludisme est endémique.

Au Fonds mondial, notre objectif mondial est de récolter au moins 18 milliards de dollars lors de la conférence de reconstitution de nos ressources pour mettre en œuvre la stratégie 2023-2028, adoptée par le conseil d'administration. C'est le minimum nécessaire pour sauver **20 millions de vies**, remettre la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme sur la voie du succès, bâtir des systèmes de santé résistants et pérennes et **mieux protéger l'humanité contre les menaces sanitaires futures**.

Quelles sont les attentes du Fonds mondial ?

Notre nouvelle stratégie est fondée sur **une approche qui**

place l'individu et la communauté au cœur de la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Elle entend accélérer la transition vers des modèles de prévention, de traitement et de soins intégrés et axés sur la personne.

Le rôle des partenaires techniques comme L'Initiative sera donc fondamental, notamment sur les enjeux de prévention liés aux populations le plus vulnérables et les plus éloignées des soins. L'Initiative

à un rôle très important à jouer pour les inciter à faire entendre leurs voix dans les instances de gouvernance des pays. Nous comptons par ailleurs sur sa capacité à déployer des experts dans le renforcement des systèmes de santé et les communautés, et en matière de droits humains et sur le genre des pays francophones. ♦

Lutter pour ce qui compte

Vingt ans après la création du Fonds mondial, le monde est une fois de plus en crise. Nous devons lutter pour ce qui compte. Pour vaincre le VIH, la tuberculose et le paludisme, mettre un terme aux iniquités en matière de santé et protéger l'humanité des pandémies. Le Fonds mondial demande à l'ensemble de la communauté internationale de mobiliser 18 milliards de dollars pour sauver 20 millions de vies.

Si nous ne le faisons pas, qui le fera ? Si nous ne le faisons pas maintenant, alors quand ? C'est notre lutte. C'est ce qui compte. #LutterPourCeQuiCompte.



Voir la bande-annonce de l'argumentaire d'investissement du Fonds mondial :

youtu.be/AfgKPsNljzk

Santé mondiale, une année **cruciale**

En 2022, l'enjeu est d'assurer notre capacité collective à poursuivre la lutte contre les pandémies. Pour cela, la communauté internationale doit abonder au Fonds mondial, comme tous les trois ans. **Éric Fleutelot** revient sur ce qui dépend de ce refinancement.



À l'automne 2022 se tiendra la 7^e Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme aux États-Unis. **L'enjeu sera de taille** pour ce partenariat unique qui regroupe les pays dona-

teurs, les pays qui mettent en œuvre les ripostes aux pandémies et les nombreux partenaires techniques et sociétés civiles. Il lui faut **recueillir les promesses de dons pour financer la lutte contre les pandémies pour les trois prochaines années** alors que, selon toute vraisemblance, le monde sera toujours mobilisé contre la pandémie de Covid-19.

La France sera présente à cet événement majeur pour l'aide en santé. Expertise France y prendra toute sa place. En effet, par l'intermédiaire de L'Initiative, l'agence met en œuvre la stratégie française en santé mondiale. Elle est devenue

au fil des années un partenaire clé du Fonds mondial, reconnu et apprécié.

À cette conférence, le Fonds mondial arrivera avec un bilan très honorable. Néanmoins, **les indicateurs pour chaque maladie sont inquiétants.**

Dans son rapport 2021, le Fonds mondial constate qu'en raison de la Covid-19, le dépistage du VIH avait diminué de 22 %, privant 30 millions de personnes de tests. Un million de personnes de moins ont été dépistées et traitées pour la tuberculose, et le nombre de cas suspects testés pour le paludisme a diminué de 4,3 %.

« *La riposte contre les maladies doit inclure des plans de rattrapage taillés sur mesure, pays par pays pour les programmes les plus affectés.* »

La solution ? **Une intensification de la riposte contre les maladies est nécessaire.** Cela doit inclure des plans de rattrapage taillés sur mesure, pays par pays pour les programmes les plus affectés. Mais cela suppose une mobilisation financière renouvelée et même amplifiée. Le secrétariat du Fonds mondial



Lire l'argumentaire
d'investissement
du Fonds mondial :

bit.ly/FM-argumentaire-2022

estime qu'il faudra au moins 18 milliards de dollars. Un ambitieux compromis entre ce qui est nécessaire, ce que les pays « implémenteurs » pourront mettre œuvre et ce que les pays donateurs peuvent apporter.

Le Fonds mondial devra jouer un rôle plus fort face aux futures pandémies. Mais y parviendra-t-il tout en poursuivant l'objectif d'élimination des pandémies de VIH, de tuberculose et de paludisme ? **C'est un défi qu'il ne relèvera que s'il est capable d'investir plus dans les systèmes de santé,** notamment dans les ressources humaines en santé qui font tant défaut. Que s'il mobilise encore plus les populations, les organisations de la société civile. Que s'il plaide pour des services de santé appropriés à tous et toutes, dans le respect des droits humains fondamentaux, sans négliger les plus vulnérables tels que les enfants, ni les plus marginalisés. ♦

ÉRIC FLEUTELLOT, directeur technique
du pôle Grandes pandémies, département
Santé d'Expertise France



Grâce au soutien du
Fonds mondial, des pairs
éducateurs et éducatrices
comme **Carolyn** feront de la
prévention auprès de 20 000
adolescentes séropositives
dans cinq pays d'Afrique.

Santé mondiale, un engagement français

La France fait de la santé mondiale une priorité de sa politique de développement international. Elle s'engage financièrement et agit concrètement pour réduire les inégalités face à la santé, permettre un accès équitable à toutes et tous à des soins de qualité et favoriser l'inclusion des groupes vulnérables et en marge de la société.

Michel Miraillet réaffirme cet engagement français à la veille de la conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial.



À l'automne 2019, se tenait la 6^e Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial à Lyon. Grâce à un extraordinaire effort collectif, la communauté internationale s'était engagée à apporter la somme de

14 milliards de dollars

au Fonds mondial, un record historique. Un succès auquel la France avait largement contribué en mobilisant son réseau diplomatique et ses partenaires. Quelques mois plus tard, le monde entrait dans une crise sanitaire sans précédent. **Nous devons aujourd'hui nous assurer que le monde n'oublie pas les trois pandémies les plus meurtrières.** Pour atteindre nos objectifs, il faut être plus ambitieux encore et redoubler d'efforts.

Trois ans plus tard, **la France tient à renouveler son engagement dans la lutte contre les trois**

pandémies de VIH/sida, tuberculose et paludisme. Cette 7^e Conférence de reconstitution définira le potentiel de la nouvelle stratégie du Fonds mondial. Pour la France, membre fondateur, premier donateur européen et deuxième bailleur

historique du Fonds, ce nouveau cadre

devra tout d'abord poursuivre le renforcement des systèmes de santé. La pandémie de Covid-19 l'a montré : **des systèmes de santé robustes, résilients et financés de manière pérenne sont indispensables pour assurer la riposte face à toutes les épidémies.**

« *La possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain* » selon l'Organisation mondiale de la santé.

L'approvisionnement en produits et équipements de santé de qualité, seul, ne suffira pas à mettre fin à ces trois pandémies meurtrières. Pour apporter une réponse de long terme, **le Fonds mondial devra favoriser une véritable appropriation par les pays.** Cela doit passer par une approche fondée sur les



Madagascar. En prison, le risque de développer la tuberculose est huit fois supérieur qu'à l'extérieur. À Mahajanga et dans trois autres villes, l'Institut Pasteur mène un projet d'amélioration du parcours de soins carcéral.

droits humains et l'égalité de genre, ainsi qu'un fort appui aux communautés. L'objectif doit être de **construire des systèmes de santé intégrés et centrés sur la personne**. C'est pourquoi la France plaide pour le renforcement des synergies entre les acteurs institutionnels et communautaires, techniques et financiers.

Pour être à la hauteur des défis à venir, **le Fonds mondial devra développer les liens naturels entre tous les acteurs qui luttent contre les trois pandémies**, notamment Gavi, l'OMS ou Unitaïd. Chacun d'entre eux a son rôle dans ce combat. La France se félicite par ailleurs de l'excellente collaboration entre le Fonds mondial et L'Initiative, désormais reconnue comme un acteur incontournable dans les quarante pays où elle intervient depuis dix ans.

Les efforts de mobilisation de ressources au cours des prochains mois seront considérables, et nous devons tous y apporter notre concours. **Soutien prééminent du Fonds mondial, la France sera au rendez-vous.** ◆

MICHEL MIRAILLET, directeur général de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

La stratégie de la France en santé mondiale

Fruit d'un travail avec l'ensemble des acteurs français de la santé, de la recherche et du développement, cette stratégie est basée sur une approche transversale des enjeux de santé mondiale. Elle porte quatre priorités :

1. renforcer les systèmes de santé tout en luttant contre les maladies ;
2. renforcer la sécurité sanitaire au niveau international ;
3. promouvoir la santé des populations ;
4. promouvoir l'expertise, la formation, la recherche et l'innovation françaises.

Dépenses globales 2021

31 634 934 €

dont

9 077 455 € POUR LA MOBILISATION DES COMPÉTENCES ET LES MISSIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE

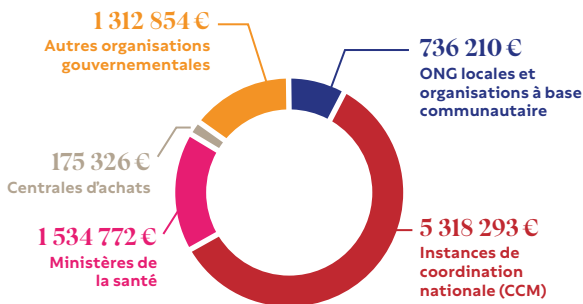
Ce chiffre représente la totalité des dépenses réalisées dans le cadre du Canal Expertises en 2021, y compris les appuis résidentiels (DATP) aux unités de gestion des subventions du Fonds mondial en Mauritanie, au Niger et au Tchad.

15 979 325 € POUR LE SOUTIEN À DES PROJETS CATALYTIQUES

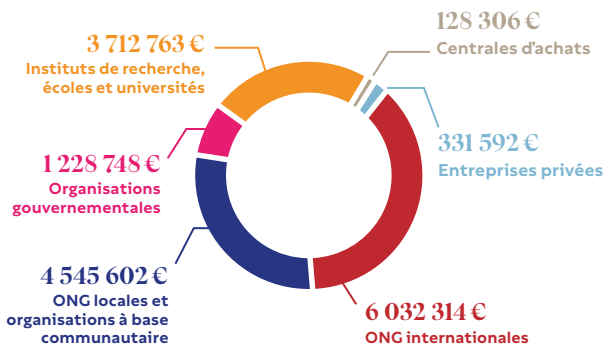
Ce chiffre représente les dépenses réalisées dans le cadre du financement de projets d'intervention, pilotes et de recherche opérationnelle.

Dépenses par bénéficiaire

MOBILISATION DES COMPÉTENCES ET ASSISTANCE TECHNIQUE (DATP INCLUS)

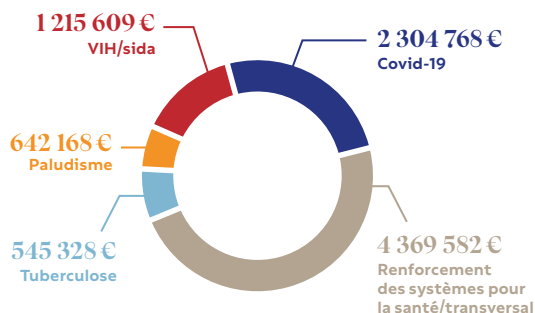


SOUTIEN À DES PROJETS CATALYTIQUES

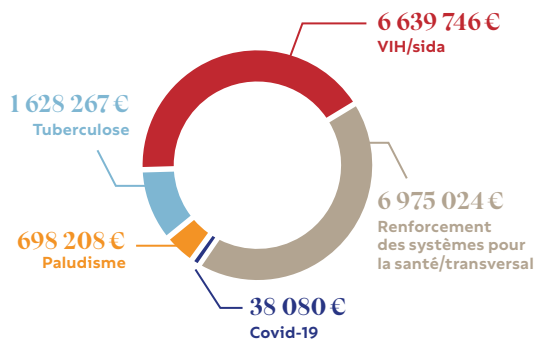


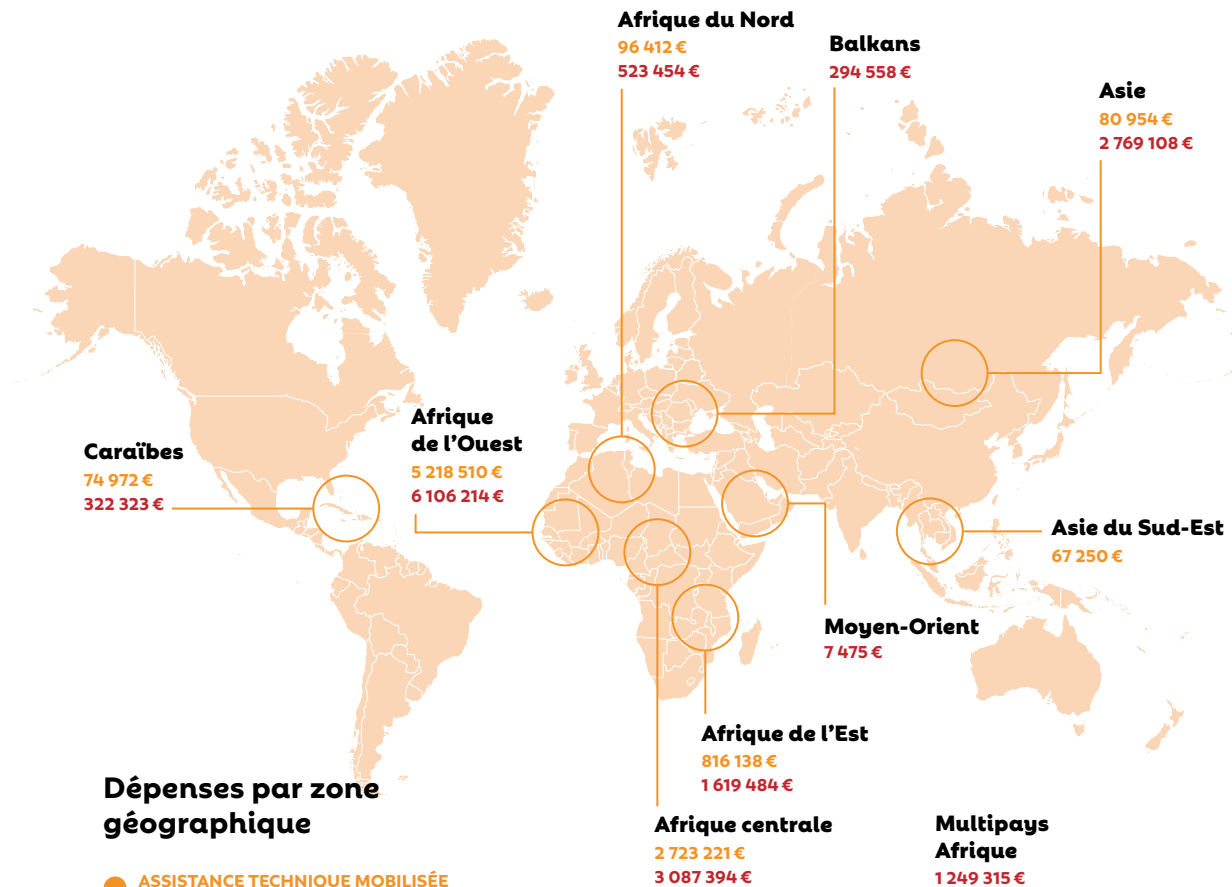
Dépenses par pandémie

MOBILISATION DES COMPÉTENCES ET ASSISTANCE TECHNIQUE (DATP INCLUS)



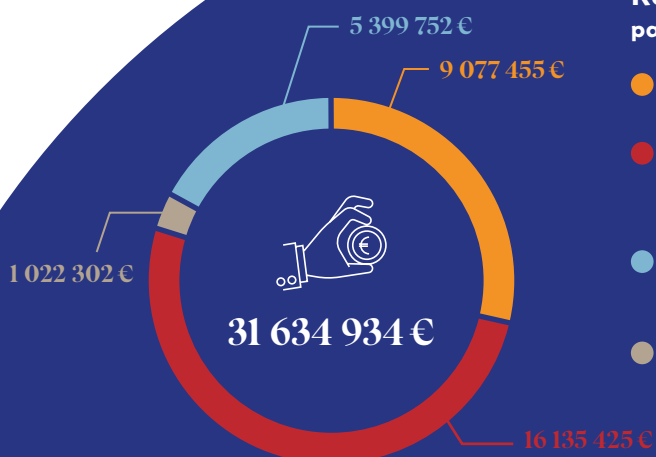
SOUTIEN À DES PROJETS CATALYTIQUES





Dépenses par zone géographique

- ASSISTANCE TECHNIQUE MOBILISÉE (DATP INCLUS)
- FINANCEMENTS DE PROJETS



Répartition des dépenses par nature des activités

- MOBILISATION DES COMPÉTENCES/ ASSISTANCE TECHNIQUE
- SOUTIEN À DES PROJETS CATALYTIQUES
Ce montant représente les dépenses réalisées dans le cadre du Canal Projets, du Canal Pilotes et inclut les frais liés à l'organisation des appels à projets.
- ACTIVITÉS TRANSVERSALES ET FONCTIONNEMENT (audits et évaluations, communication, dépenses transversales)
- FRAIS DE COORDINATION ET DE SUIVI DES PROGRAMMES

Contacts

L'Initiative

Sida, tuberculose, paludisme
www.initiative5pour100.fr
www.linitiative2021.fr

Expertise France

40 boulevard de Port-Royal
75005 Paris
01 70 82 70 82

 @INITIATIVE.PC

 @INITIATIVE5PC



MISE EN
ŒUVRE
PAR  **EXPERTISE
FRANCE**
GROUPE AFD

FINANCÉE ET
PLACÉE SOUS
LA TUTELLE DU


**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

DANS LE CADRE DE
LA CONTRIBUTION
FRANÇAISE AU

 **LE FONDS MONDIAL**